



Conférence Européenne Permanente
des Coopératives, Mutualités,
Associations et Fondations

European Standing Conference
of Co-operatives, Mutual Societies,
Associations and Foundations

CONSULTATION DE LA COMMISSION SUR LE DOCUMENT SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION

Contribution de la CEP-CMAF

28 novembre 2005

La Conférence européenne permanente des Coopératives, Mutualités, Associations et Fondations (CEP-CMAF) est l'organisation qui représente les principaux regroupements de l'économie sociale au niveau de l'Union européenne.

C'est avec beaucoup d'attention que la CEP-CMAF a examiné la communication de la Commission sur les aides d'Etat à l'innovation. Dans le cadre de la consultation menée, la CEP-CMAF souhaite transmettre les remarques suivantes:

→ La notion d'innovation est complexe et dans certains cas il n'existe pas de consensus, comme par exemple dans le cas de l'innovation médicale. Il aurait été intéressant que la Commission précise ce qu'il est entendu par le terme innovation en procédant par cadres de référence.

→ La Commission semble avoir retenu une vision de l'innovation perçue essentiellement dans le domaine des technologies de l'information, de la

communication (TIC) ou des méthodes de production. Ceci ne permet pas à des initiatives relevant par exemple de nouveaux modes organisationnels ou qui investissent dans le capital humain de bénéficier de ces aides, alors qu'elles contribuent à une meilleure compétitivité et cohésion sociale. La CEP-CMAF regrette cette approche limitative.

→ La CEP-CMAF s'interroge sur la façon dont il est possible d'évaluer "la défaillance bien définie du marché."

→ La CEP-CMAF estime que les PME doivent être les principales bénéficiaires des aides d'Etat et soutient l'idée que ces dernières fassent l'objet de règles de procédure plus souple et notamment être exemptées de la notification ou selon des règles simplifiées. Par ailleurs, dans certains domaines proposés, les PME devraient être les seules bénéficiaires de ces aides.

→ S'agissant des aides d'Etat pour les grandes entreprises, la CEP-CMAF est favorable au maintien d'un examen au cas par cas.

→ La CEP-CMAF soutient l'aide aux "pôles d'excellence". Toutefois, elle attire l'attention sur le fait que ceux-ci doivent être mis en place en tenant compte d'une répartition géographique équilibrée sur le territoire de l'Union européenne.

→ La Commission signale dans son annexe comme obstacle à l'innovation en Europe le manque d'interaction entre l'industrie et les milieux universitaires, le manque de collaboration et de mise en réseau. La CEP-CMAF recommande une analyse secteur par secteur de ce problème.